

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 323 JEUDI 13 SEPTEMBRE 1979 4 F



Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Editorial

C'est reparti pour un tour

A PRÈS onze mois étouffants d'esclavage intégral permanent mais soigneusement dissimulé, la bourgeoisie qui ménage son bétail a laissé souffler pendant une trentaine de jours dérisoires la force de travail asservie des prolétaires en leur donnant l'illusion que durant ce laps de temps ridicule leurs chaînes d'exploitation et d'aliénation quotidiennes s'allégeaient. Après cette pseudo-liberté mystificatrice et ce repos représenté comme une juste récompense, les patrons et leur appareil d'Etat vont pouvoir continuer à nous faire mieux trimmer pendant les onze mois de grisaille, d'ennui et de servitude qui viennent.

L'année qui vient promet en effet beaucoup plus que l'année précédente, comme le dit la larve libérale du nom de Giscard. Effectivement les profits patronaux, qui durant l'année passée ont augmenté globalement de plus de 10% (merci pour eux salariat!), promettent, avec une augmentation accrue de l'exploitation du travail accompagnée des exonérations fiscales dont « on » les gratifie, de grimper de fantastique façon.

Et nous, vaste troupeau du travail domestiqué, allons encore, entre autres corvées, renflouer le déficit imaginaire d'une sécurité sociale avant tout vache à lait des gros industriels et paysans qui nous traitent cette année plus encore que l'an passé.

Mais soyons « rassurés », nous ne sommes pas les seuls, en cette période, à nous faire botter le cul et violer la bourse. Près de 50 libertaires sont toujours emprisonnés dans la démocratie Espagne, les Kurdes sont mitraillés au nom de Dieu, les dissidents sont toujours en hôpitaux psychiatriques au nom du socialisme, les sud-américains baillonnés par les cliques militaires, les Irlandais... les Basques... les Vietnamiens... les Cambodgiens, etc.

Bref, la terre tourne toujours dans le bon sens pour ceux qui entendent la diriger. L'esclavage salarial et étatique comme la répression concentrationnaire qui l'accompagne se portent bien.

L'année s'annonce bien : les syndicats ont déjà repris leurs tickets pour le sempiternel Nation-République, les flics croissent et se multiplient pour expulser et tabasser tous les a-normaux. Pour combien de temps encore ? Tant que l'ignorance et la résignation persisteront à entourer cet enfer absurde, celui-ci pourra tranquillement continuer à subsister. A chacun de nous désormais de tout mettre en œuvre pour mettre fin à cette déplorable réalité, pour construire un monde nouveau à la mesure de nos besoins et de nos désirs.

C'EST LA RENTRÉE



Avec ou sans Barre

La bourgeoisie d'affaires prépare le deuxième volet de son plan de reconversion industrielle

LORSQUE Marchais déclare que Barre n'a pas échoué, il n'a pas tort, à la condition qu'on fasse la différence entre les objectifs déclarés du plan Barre et le projet réel conçu par le gouvernement sous la pression du monde des affaires, pour reconvertir une économie languissante et sauver le système du profit.

Sur deux plans Barre a parfaitement réussi dans la mission qui lui était confiée! La première de ces tâches consistait à endormir la vigilance des populations, à la convaincre de la nécessité de refondre l'économie, de modifier certaines structures, de l'obligation de tenir les prix ; la seconde à mettre en place

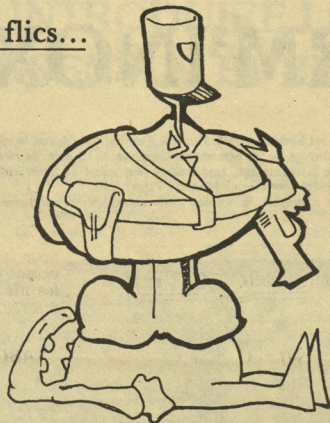
de nouvelles structures, à débarasser l'économie de ses poids morts, à dégraisser les industries de leurs charges salariales, à les rendre concurrentielles sur le plan national et international. C'est ce que prétendait la propagande officielle. Or ce plan Barre présenté comme un plan de sauvegarde du niveau de vie des populations, objectif impossible à atteindre dans la conjoncture internationale, à moins de bouleverser la répartition du revenu national, n'a été rien d'autre en réalité que le premier volet d'un projet autrement plus important.

(suite page 4)

FOP 2520

Flics... flics... flics...

Assez de cochons sur le coin



VENDREDI 29 juin, 21 h, à Alfortville. Trois copains anars sont en train de coller une affiche sur le mur d'une usine de la rue Véron. Arrive une bagnole de flics. Ceux-ci pilent, reculent, descendent de bagnole dans le plus pur style western (pour continuer la lecture, mettre en fond sonore la musique du film Il était une fois dans l'ouest... Vous y êtes ? On continue...)

— Qu'est-ce que vous faites là ? — Ben, vous voyez, on colle une affiche...

— Vous avez une autorisation ? Pasqu'y faut une autorisation ! Et puis pourquoi vous collez pas n'importe où, hein, tant que vous y êtes ?

Un copain (prudent) vire l'unique affiche qui est sur le mur. En effet, si les poulets s'aperçoivent qu'elle est signée « Fédération anarchiste », comme elle est collée juste au-dessus d'un bombage réalisé il y a trois mois par les mêmes poteaux... Uhl ! Uhl ! vachement soupçonneux les flics d'ici. Un autre pote leur explique que c'est la première fois qu'il entend parler d'une autorisation de coller. Un troisième, l'ironique, demande aux flics qu'ils aient la gentillesse de nous laisser profiter des quelques jours qui restent à vivre à l'affichage dit libre. Bon, enfin, à part qu'un des poteaux commençait à s'énerver sérieux devant la hargne des pandores, ils ont remballé leurs sales gueules. On jouait les gars gentils qui savaient pas, vu qu'il n'était pas écrit que c'était interdit d'afficher... Z'ont dû se dire, les poulets, qu'on était peut-être du PS, ouh ! là, la bavure... Parce qu'ici le PS règne, le PS exploite un maximum la population, laisse pourrir les quartiers ouvriers et immigrés, construit des baraques où on loge quelques vieux qui ont la « sagesse » de bien voter, réclame des flics, des flics, encore des flics pour quelques rochys dont le seul tort est de rouler à deux sur leurs mobs et de fumer quelques joints, quelques « ignobles et irresponsables vandales » qui décorent les monuments aux morts d'une affiche « Mort pour les marchands de canons ». Une petite séance d'intro sur le thème « Alfortville-Far-west » après un petit braquage, et le tour est joué, les gens ont peur, ils l'auront leur commissariat, avec les remerciements du PS au préfet, avec les applaudissements du PC. L'illotage est en marche, les flics sauront tout sur tout le monde, fini Alfortville-village où parfois un citoyen (ça existe encore cette chose-là ?) pouvait emprunter un chemin de traverse sans déranger quiconque sauf Pandore, encore lui. Chevelus, petits colleurs, écolos et autres, garel ! Bais, attention ! Toi, prolo, fais gaffe de pas trop gueuler aux alentours de la place Salvador Allende à 10 h du soir. Ils seront là, fini les conversations jusqu'à minuit. Et vous les Arabes, tenez-vous tranquilles et tâchez d'avoir vos papiers et la

tête de quelqu'un de soumis, dans les critères des flics, sinon on tabasse vite chez les flics de Maisons-Alfort, beaucoup ici le savent. Et savent aussi que des flics, trop de flics, c'est autant de merde en plus, de magouilles, de bagarres que par le passé, qu'avec leur psychologie on sera tous suspects, qu'ils ne servent à rien, et surtout pas à ramasser les blessés (les pompiers s'en chargent), à rien sinon qu'ils représentent cette pourriture d'Etat qui nous bouffe la vie. Bon, je vais pas vous expliquer qu'on pourrait s'en passer, de l'Etat, hein ? - mais qu'un jour ou l'autre on sera dans leurs pattes. Seulement, voilà, on veut pas. Et commence à y avoir du monde à pas vouloir. Le PS peut parler de la population unanime, ça n'y change rien... On n'en veut pas de votre occupation permanente des rues, on n'en veut pas de votre commissariat. On voyait pas souvent les flics à Alfortville avant, et ça n'allait ni mieux ni plus mal, alors Big Brother, remballer, tu vois ça ne nous fait même pas peur d'approcher de 1984...

Etienne (Gr. Emile Pouget)

Socialo capitaliste

Aux Salles-sur-Verdon (Var), notre cher maire « socialiste » ne badine pas avec les conneries. Voyant les berges du lac du Verdon se peupler d'années en années de campeurs sauvages, la municipalité de « gôche » a tout de suite vu l'intérêt que cela représentait d'aménager des endroits évidemment surveillés pour parquer ces cochons de payants.

On aménage donc, aux frais des contribuables, on fait vider les lieux par les flics toujours à l'affût d'un mauvais coup, avec la bénédiction du préfet (à gauche on utilise aussi la force) et on ouvre les portes du nouveau paradis fiscal.

Evidemment la populace ne voit pas cette manœuvre fasciste d'un bon œil, d'où pétition, manif et... virés quand même, le pogon est le plus fort ! On est même volé par les commerçants du coin qui viennent de loin pour exercer leur talent. Notre maire « tout près des travailleurs » ne doit pas être au courant, et même s'il l'est ce n'est pas sa faute si les prix sont libres.

Dernière provocation, les sources du village qui s'arrêtent brusquement de fournir leurs eaux limpides et notre carapette socialiste aux ordres de refuser à quelques familles de leur signer les bons vacances qu'il faut retourner pour preuve à la caisse familiale de son coin pour pouvoir recevoir l'aumône.

Dans cette société pourrie jusqu'à la moelle, seuls les voleurs légaux ne risquent rien même s'ils sont de « gôche ». Mais toi qui me lis, même si tu es au chômage, que tes gosses ont envie d'une petite douceur alors que tu ne peux leur payer, n'essaie pas de piquer quoi que ce soit, nos chers bourgeois des deux bords ne te loupent pas !

Contre tous les exploitateurs vive la révolution sociale

Michel FRAYMAN

Danger !

Bas ba cool à 20 km

Cet article, bien que personnel dans la forme, aborde un problème de fond qu'il nous semble intéressant de communiquer aux lecteurs. Ne serait-ce que pour écraser les velléités de chefaillons de ces gourous style AAO (lesquels revendiquent - et c'est un comble! - une pureté « anarchiste »).

LA RÉDACTION

C E qui me décide à écrire, c'est la colère. Pourquoi cette colère ?

A cause d'une chose qui arrive à bien des couples : la rupture. Cette rupture qui déchire deux adultes, déchire aussi un enfant de 19 mois. Cet enfant est l'aboutissement de quatre années de vie commune, et fut voulu d'un commun amour.

Pour que tout cela arrive, il nous a suffi de rencontrer des communautaires « libérés ».

Je ne ferais pas l'historique de nos salades, mais je tiens à dire aux lecteurs que la communauté n'est certainement pas le système de remplacement à celui qui existe. Il ne faut pas mélanger les anarchistes espagnols de 36 avec ces gens « cools et libérés » dont la principale préoccupation est de survivre en travaillant le moins possible et en s'étourdissant le plus possible. Il ne faut pas confondre les sociétés anarchistes telles qu'elles ont existé avec ces groupes d'aujourd'hui qui s'occupent en faisant des petits pots, des bougies ou autres activités (qui se vendent bien).

Les Espagnols de l'époque ne passaient pas leurs journées à se regarder le nombril en se disant que tout le monde est plus con que nous et qu'on va leur expliquer comment il faut vivre. Ils bossaient pour que leur peuple soit plus heureux. Ils ne cherchaient pas à se présenter comme des surhommes, uniques détenteurs de la vérité. Ceci pour les justifications politiques bidons.

Revenons à ce groupe qui fait une publicité intensive dans le coin (l'Orne) en disant qu'en fin de compte ils sont pas mal... Bien entendu ils ne parlent pas des gens qui sont partis vivre en couple ou seuls plutôt que de rester dans un système où tout doit être expliqué, justifié, décortiqué, de façon à permettre aux « sages » du groupe de vérifier que leurs « égaux » sont toujours dans la norme.

La mère de notre enfant vit là-bas, dans la chambre de celui qui est en quelque sorte l'instigateur et le gestionnaire du groupe. Cela ne les empêche pas de prétendre que chacun possède son espace personnel. Cet homme est une sorte de monstre de gentillesse et de technocratie « libératrice ». Malgré une évidente mainmise sur les individus, il prétend ne pas exercer un pouvoir qu'il admet pourtant détenir de façon naturelle : « Chez nous il n'y a pas de chef mais une hiérarchie naturelle des capacités ». Les nazis exterminaient en prétendant détenir eux aussi une supériorité naturelle. Dans ce groupe j'ai constaté une totale dépendance des individus par rapport au « gourou » du groupe. Par quelles formes d'intoxication peut-on arriver à faire en sorte qu'une mère fasse passer la masturbation intellectuelle avant son fils ? Lorsque notre enfant refuse de partir avec elle et en arrive à la crise de nerfs, sa mère dit qu'il n'y a pas de quoi culpabiliser, que c'est normal...!!!

A mon sens, il y a un temps pour la rigolade et un autre pour être la mère de son enfant. Les deux périodes ne doit pas être inversées. Cette femme joue avec la peau de notre enfant.

Je suis moi-même fils d'un combattant de la FAI. Nous avons eu une enfance difficile et je sais, ayant deux frères et deux sœurs, les conséquences que cela peut avoir sur l'individu. Bien entendu ce que je pense de ce genre d'« entreprise » ne m'enlève aucun de mes défauts et « tares ».

Malgré cela, il est souhaitable que de tels groupes existent. Ils permettent aux gens de faible personnalité qui ne peuvent se trouver tout seul d'éviter le pire. Le danger pour eux est qu'ils sont en général complètement récupérés.

Jean BUJARRABAL

En France, on n'a pas de pétrole mais on a « Le Monde Libertaire » auquel on peut s'abonner

en remplissant le bulletin ci-dessous et en le renvoyant à Publicco 3, rue Ternaux - 75 011 Paris

LE MONDE LIBERTAIRE Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris Tel. 805.34.08 CCP Publicco 11289-15 Paris

Table with 2 columns: France (3 mois, 6 mois, 12 mois) and Tarif (Sous pli fermé, Etranger) with prices in Francs.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT form with fields for Name, Address, City, Postal Code, Country, and subscription type (Abonnement, Réabonnement, Mandat lettre).

Curés... curés...

Mgr. Lefèvre fait campagne à Poitiers

Le premier dimanche de septembre, Fontaine-le-Comte, petit bourg des environs de Poitiers, avait l'honneur de recevoir le célèbre contestataire de l'église catholique : Mgr. Lefèvre. Après avoir exhorté le jeune prêtre qu'il avait ordonné quelques mois auparavant, tels les gradés de tout poil arrangeant les bidasses avant d'aller au charnier, celui-ci en vint au fait et, sur ce point, on ne peut être plus clair ; ainsi les 200 ou 300 personnes présentes ont pu l'entendre dire : « Jésus-Christ a enseigné la soumission. Il n'y a pas dans l'Evangile la charte des Droits de l'Homme... Le prêtre est le ministre de Dieu qui doit enseigner que la soumission c'est la grandeur de l'homme »!!!



Ces propos n'étonneront certes pas les anarchistes qui ont toujours su deviner derrière les paroles de charité des curés de toute sorte la plus abjecte hypocrisie, mais il faut bien dire que ce n'est pas tous les jours que ceux-ci expriment leur pensée profonde à haute voix. D'ailleurs, ce même Lefèvre s'apitoyera ensuite sur le sort d'un ancêtre du curé dont nous parlions auparavant en rappelant que celui-ci fut « un prêtre martyr de la révolution ».

Quand donc balayerons-nous ces marchands de soumission ? Combien de temps encore supporterons-nous de voir le chef suprême de cette secte bénir la foule des miteux venus l'acclamer sur son passage ? Et Lefèvre terminant : « On ne peut pas être hors de la vérité quand on continue ce qui se fait depuis 2 000 ans ».

Si nous ne voulons pas avoir à supporter ces clowns de l'odieuse 2 000 ans encore, il faut que les révolutionnaires se mettent tout de suite au travail. En Iran, ils s'y sont pris trop tard...

Liaison Poitiers



POUR INTRODUIRE LE DÉBAT SUR CONSENSUS ET RÉPRESSION

RÉVÉLATEUR des contradictions du système capitaliste à l'échelle mondiale, la crise qui affecte le monde occidental bouleverse le consensus du temps de prospérité, exacerbe l'intensité et l'enjeu des luttes de classes économique, politique et idéologique, actualise la question révolutionnaire.

On a vu dans de précédents numéros du *Monde Libertaire* que cette crise constitue un réaménagement, une phase transitionnelle entre deux modes d'organisation des rapports sociaux, d'exploitation salariale et de domination étatique, dans laquelle subsistent d'anciennes structures, des formes archaïques de production inadaptées aux normes de rentabilité, alors qu'apparaissent de nouvelles forces productives résultant et de la redistribution de la division internationale du travail et d'un développement ac-

celéré du progrès scientifique et technologique.

Si les crises précédentes ont pu être résolues par les deux guerres mondiales pour une bonne part, il semble peu envisageable qu'il puisse en être de même aujourd'hui, de par l'équilibre de la terreur maintenu par les impérialismes dominants, quoique les déplacements des données stratégiques au Moyen-Orient et dans le sud-est asiatique laissent planer de lourdes inquiétudes sur le devenir de la paix mondiale.

A l'intérieur des différentes formations sociales, l'urgence est au rétablissement de l'ordre, les classes dirigeantes ont à faire supporter les mutations, licenciements, restructurations à leurs classes ouvrières respectives, à restaurer l'ordre public pour instaurer un nouvel ordre social propice au recouvrement de la rentabilité du capital.

Rentabiliser le capital suppose, en bonne logique patronale, comprimer les coûts salariaux, introduire la concurrence sur le marché du travail en constituera un excellent moyen, ce sont les grandes manœuvres de la division de la précarisation : vachariat, travail au noir, sous-traitance, intérim galopant, travail à domicile...

Rentabilisation suppose encore détruire le capital en excédent, liquider les entreprises non-compétitives ou mieux les laisser s'effondrer et en privilégier/ant des secteurs hautement productifs.

La contestation engendrée par de telles pratiques fera jouer concurrence des appareils d'Etat (police, justice, administration) et l'intégration pour rétablir un consensus qui est déjà de la répression cristallisée.

Une société industrielle en complexification dans laquelle il devient difficile, pour un travailleur subissant toute la masse pyramidale de l'exploitation et de l'aliénation, d'avoir une vue d'ensemble (et juste) du processus de production, suscite une prolifération de spécialistes en toutes activités sociales, chargés de rationaliser les marchés des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre.

Le secteur tertiaire s'enfle particulièrement des classes moyennes alimentées par ce nouveau groupe techno-bureaucratique. Aux nœuds de l'information et de la décision, ce sont les agents de classe du consensus, ils s'identifient majoritairement aux appareils économiques et politiques. Nous distinguons :

1/ Ceux qui élaborent/produisent l'idéologie du consensus, une idéologie du mérite, de l'efficacité, de la rationalité scientifique impériale, justificatrice de la hiérarchisation : les intellectuels, les universitaires, les maîtres du discours, les tenants d'un discours officiel sur la fatalité d'une crise mondiale et de son cortège de privations dont, selon ces nouveaux oracles, seuls versés dans la science de pénétrer les Lois de la mystérieuse Economie, il convient de s'accommoder. Aux maux déclenchés par l'augmentation du coût de l'énergie, donc aux « manigances arabes », répondent les incantations du type : « Il faut se serrer les coudes, tous les Français... ». Les media deviennent l'instrument privilégié de diffusion de cette idéologie de l'effort et de la solidarité nationale, ils parlent le langage du sport et de la guerre.

Les divergences d'intérêts de classe sont totalement occultées. Les media-crates opèrent l'intégration structurelle mentale, utilisent les sondages pour faire l'opinion, le terrorisme et la « délinquance » pour défaire la liberté, au nom de la sécurité soumettre le consentement.

2/ Les techniciens/relais, les praticiens du consensus au sein des appareils.

— dans l'ordre économique :

Il s'agit de faire accepter les règles du jeu salarial afin de freiner la baisse du taux de profit, conséquence pour partie des grèves, des sabotages, de l'absentéisme inflationniste, du désintérêt, et cela sans remettre en cause fondamentalement la division sociale du travail et les règles du pouvoir dans l'entreprise. Ici interviennent les techniciens de l'organisation du travail, les comités hygiène et sécurité, ici fonctionne la concertation syndicat-patronat-Etat. Des mesures techniques sont prises : introduction des horaires mobiles (voir *Revue anarchiste* n°4), segmentarisation de la chaîne de montage, responsabilisation par DPO (voir *Revue anarchiste* n°5), améliorations des conditions de travail, diminution de certaines contraintes disciplinaires...

— dans l'ordre social :

Achat de la soumission ouvrière par une redistribution de la plus-value, l'assistance, les différentes allocations dont l'allocation-chômage, la sécurité sociale. Appel aux travailleurs sociaux, éducateurs, animateurs, etc.

— dans l'ordre politique :

Relative décentralisation de la décision technique, un rôle plus important est alloué aux commissions et aux collectivités locales, néanmoins essentiellement intégrées à l'appareil d'Etat, selon un schéma informatif Central-Terminaux.

Sont reconnus comme interlocuteurs les agents du fonctionnement social, les organisations syndicales et les grandes organisations politiques respectueuses de l'ordre et reproductrices de la hiérarchisation.

* parallèlement : organisation du contrôle social.

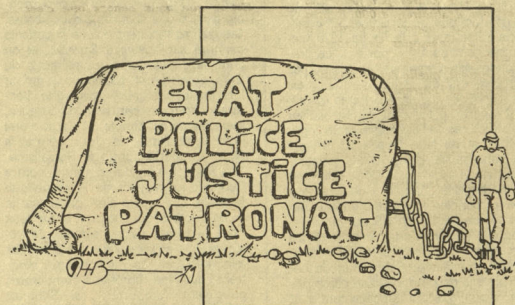
par l'informatisation, identification des personnes, une véritable gestion des masses par la détermination de profils sociaux. A brève échéance il sera possible de détecter, d'isoler des groupes, des individus ne répondant pas au profil type de normalité.

* par la reconstitution d'un appareil militaire et policier adapté à la lutte contre-révolutionnaire.

* par un système perfectionné de réglementation, la restructuration de l'appareil judiciaire - sa technicisation - (voir espace

judiciaire européen et article *Espace étatico-terroriste européen dans un précédent ML*).

Mais ce consensus n'est qu'un équilibre dynamique menacé tout particulièrement en période de crise. D'abord les agents de classe du consensus, les experts, les bureau-technocrates, en tant que nouvelle classe indispensable à la bonne marche de la machine socio-économique, revendiquent un pouvoir plus grand dans l'ordre politique. Leurs aspirations sont prises en compte par les partis de gauche, ils peuvent ouvrir une crise politique, ensuite au sein de cette fraction de la petite bourgeoisie des individus, des groupes, par l'accès qu'ils ont eu à la culture, aux cultures, selon le niveau atteint par la lutte des classes dans ce secteur, selon la place où ils sont employés, peuvent rejoindre le



combat de la classe ouvrière pour son émancipation.

D'autre part, le capitalisme, dans son effort de fractionnement du prolétariat, par l'accroissement du niveau de vie qu'a permis l'expansion des années 60, grande époque de la société de consommation, par le nivellement idéologique, l'indifférenciation du message publicitaire et télévisuel, en individualisant les travailleurs, le capitalisme a suscité des désirs nouveaux. Comme le dit Murray Bookchin : « l'ouvrier transcende sa nature de créature et devient de plus en plus sujet, de moins en moins objet ».

Dans le rejet du travail aliénant, de l'autorité, de la hiérarchie, de la division sociale du travail, de la domination homme-femme, parents-enfants, des individus, des groupes s'opposent par l'action directe à cet ordre de l'exploitation et de la domination ; en cette période de fragilisation du consensus, il est de toute première importance que leurs expériences, leurs pratiques rencontrent les aspirations d'un nombre croissant de travailleurs, et qu'en complémentarité avec le mouvement communiste-anarchiste organisé, se dessine un mouvement autonome révolutionnaire de masse anti-autoritaire, anti-salarial et anti-étatique.

Thierry (Gr. E. Goldman)

Non alignés

Tito-Castro les deux faces de la médaille

LA Havane. Le beau palais des congrès nouvellement construit pour la conférence des non-alignés ne saurait nous faire oublier la misère difficilement cachée derrière les baraquements repeints de la capitale cubaine. Cuba du sucre et du tabac, c'est aussi l'image d'un vassal de l'URSS pourvoyant en hommes et en matériel les belligérants de conflits locaux, conflits entretenus par les deux superpuissances. Cuba c'est enfin cette dernière image romantique de la guerre révolutionnaire du tiers-monde, l'un des derniers barouds d'honneur réussis d'un monde aujourd'hui révolu. A Cuba, comme ailleurs en Amérique latine, la célèbre stratégie du focco a fait place à la bureaucratie stalinienne la plus abjecte.

C'est donc en ce haut-lieu de la « praxis » marxiste que s'est tenue cette année la conférence des pays appelés à tort les non-alignés. Le non-alignement en matière politique et de stratégie militaire n'existe pas. C'est un leurre du même acabit que la neutralité de certaines nations. Tous sont ipso-facto, à des degrés divers, liés, intégrés à des zones d'influence qui se superposent largement aux zones défendues par les deux blocs. Les accords de Yalta restent toujours largement le point médian autour duquel oscillent les grands intérêts nationaux.

La théorie du non-alignement, a priori séduisante (encore qu'elle prit corps dans des conditions suspectes) aurait pu nous laisser croire qu'elle annulerait l'effet de pendule entre les deux super-grands. Après que ceux-ci se soient partagés le monde, les non-alignés revendiquaient une nouvelle philosophie des rapports mondiaux, une suppression de la division du monde en deux blocs.

Non seulement cela ne changea pas d'un iota - ou presque - la physiognomie du monde mais qui plus est les grands, dont l'URSS en particulier, s'ingénierent à limiter la cohésion interne, donc l'efficacité, des non-alignés. D'ailleurs, ils le peuvent sans mal puisque ce « syndicat » regroupant de nos jours quelques 90 pays, ne dispose d'aucune unité tant au niveau politique qu'économique. Il n'est qu'un conglomérat d'intérêts divers dont le trait d'union reste une pseudo-philosophie d'indépendance nationale.

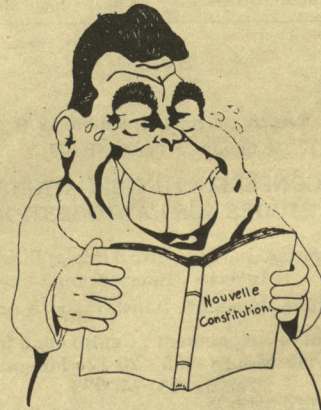
Si les deux grands ont tout fait pour limiter l'influence des non-alignés, l'URSS en ce domaine a excellé. Il ne saurait y avoir de meilleure illustration de nos propos que cette lutte d'influence entre Tito et Castro qui a prédominé durant la conférence. Deux personnages dont les accointances avec l'Union Soviétique ne sont plus à démontrer et qui représentent les deux faces d'une même médaille. Politiquement, c'est un succès discret de l'URSS sur son rival les Etats-Unis et son grand voisin la Chine. Succès qui n'a sans doute pas échappé à G. Marchais qui, ces derniers jours, déclarait comme positive la tenue de cette conférence.

Mais l'OPA des thèses marxistes sur cette conférence n'est qu'une victoire apparente. La philosophie du non alignement y perd là toute crédibilité si, encore, elle en disposait d'une, ce qui n'est pas évident du tout. A notre avis, cette conférence des non-alignés - une de plus - n'a servi à rien si ce n'est qu'à user des fonds publics et comme nombre de réunions internationales à occuper avant, pendant et après les chancelleries... ou, tout au plus, à donner corps à une facile bonne conscience aux Etats participants.

Roland BOSDEVEIX

Numéro spécial

Un numéro spécial hors série du *Monde Libertaire* est paru sous le titre « L'URSS AUJOURD'HUI ». Ce numéro est de 8 pages et est vendu au prix de 4 F. En vente à Publico.



RENTRÉE SCOLAIRE

Ne dites plus : « Mr. le professeur »... hurlez : « Crève charogne! »

Comme chaque année à la même époque, la rentrée scolaire est assurée de faire la une de l'actualité. Comme chaque année à la même époque, les mêmes sempiternels clichés, usés jusqu'à la corde, vont servir à dépeindre l'événement social incontestable que constitue la réouverture de la plus grande usine à décevoir de France. Un rituel sans surprise où les acteurs sont connus et l'organisation du spectacle rodée depuis belle lurette. Les gentils organisateurs de la cérémonie qui, enervés de mort et d'ennui, hantent les mass-media, ont l'expérience de ce genre d'orchestration. Quotidiennement ils déguisent des propos anesthésiants pour informer-chloroformer le populo. Aussi, pour structurer leurs discours sur la rentrée scolaire, ils connaissent la recette : un petit coup de syndicalisme alimentaire béant à qui mieux mieux sur le manque de profs, de locaux... avec à la clef un scoop rapide sur les tristes noués des bambins ou le regard éteint d'adolescents aux épaules voûtées par l'ennui, résignés à repartir pour un an sur les rails d'un présent sans avenir... et le tour est joué!

Le temps de broder un peu sur ce cocktail pour faire pleurer dans les chaumières et la rentrée aura eu lieu. Dix millions d'agnelets auront alors regagné le bercail de l'éducatrice nationale, les obersturmführer de la transmission du pseudo-savoir auront déjà recommencé à se répandre avec délectation sur une soi-disant baisse du « niveau », le Capital qui avait ouvert un œil pourra continuer à dormir sur ses deux oreilles. A pleurer de rage!

De cette remise en branle d'un cinquième du pays, de cet assassinat méthodique de millions de petites vies potentielles, il ne restera en effet rien d'autre que les images insipides déversées dans l'inconscient collectif par l'idéologie dominante. Les vrais problèmes auront été une fois de plus soigneusement enterrés ou évacués. Personne n'aura seulement effleuré la réalité lamentable d'une institution scolaire qui a pour fonction principale de rogner consciencieusement les ailes naissantes des albatros de la vie que sont les enfants jusqu'à les réduire à l'état de poulets anémisés, incapables de voler mais parfaitement rodés à marcher au pas... de l'ois. Personne n'aura bien évidemment osé s'interroger sur le fait de savoir pourquoi ce massacre est unanimement accepté. Personne n'aura en fin de compte posé le problème de la signification profonde de l'institution-école. Une véritable conspiration du silence! Plus vraisemblablement la peur de découvrir le spectacle insupportable de l'échec patent d'une réalité scolaire en totale contradiction avec l'humanisme bon teint professé par l'ensemble des forces politiques du vieux monde. La peur également de découvrir que l'école s'imbrique en toute logique dans la problématique de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. La peur enfin de prendre conscience qu'à travers l'analyse de cet aspect particulier de l'aliénation généralisée, c'est l'ensemble du système dominant qui est le nôtre qui doit être jeté bas pour avoir quelques chances de connaître des lendemains susceptibles de chanter.

Oui, c'est pour tout cela que ceux qui n'aspirent finalement qu'à utiliser à leur profit les institutions du système dominant (Etat, armée, police, magistrature, nucléaire, école...) évitent soigneusement d'aborder au fond le problème de l'école. C'est également pour tout cela que nous allons nous efforcer de combler cette lacune!

Nos ancêtres les Gaulois

La première chose qui frappe à propos de l'école « laïque, gratuite et obligatoire », c'est qu'elle n'est contestée par personne. Mieux, elle est même considérée à la quasi-unanimité comme un progrès social évident, un acquis historique sur lequel il est absolument hors de question de revenir. L'explication de ce phénomène est simple. L'école de l'Etat matérialise tout bonnement le besoin profond et légitime du plus grand nombre d'accéder à la connaissance et au savoir. A partir de là, il est évident que toute discussion ou réflexion sur l'école ne peut prendre qu'un tour technique pour finalement se résumer à une querelle d'experts portant sur la meilleure manière d'aménager l'institution existante. Toute revendication ne peut que sombrer dans le quantitatif. Davantage de locaux, de profs, de sous pour le budget de l'éducation... davantage de sous pour les personnels divers qui concourent à faire marcher la machine. Accessoirement, on s'interroge du pourquoi le pourcentage de mômes de prolos diminue au fur et à mesure que l'on grimpe les échelons du cursus scolaire. Certains, dans la meilleure des hypothèses progressistes, vont même jusqu'à aborder le contenu culturel de l'enseignement ou - audace suprême - jusqu'à se faire les avocats d'une pédagogie non autoritaire.

Bref, si on se chaille sur le coloris des peintures, tout le monde est finalement d'accord pour garder l'essentiel des structures de l'institution scolaire. Envisager un instant que cette institution qui fut effectivement un acquis historique, ait pu servir à autre chose qu'à permettre à une masse de gens qui auparavant n'en avaient pas la possibilité, d'accéder à l'instruction, provoque au minimum la stupeur. Emettre l'hypothèse que cette institution a aujourd'hui rempli son rôle historique et que celle que soit désormais la sauce à laquelle on voudrait l'accommoder, elle ne pourra plus jamais servir à l'émancipation humaine, soulève l'indignation. Et pourtant!

L'illusion démocratique de l'école étatique

Si la révolution jacobine en a forgé les concepts et Napoléon I^{er} les structures essentielles, c'est cependant à la III^e République que revient le « mérite » d'avoir bâti de ses mains l'infrastructure de l'Etat bourgeois. L'école de la république « une et indivisible » fut l'un des piliers principaux de cet édifice. Or certes, l'analphabétisme ambiant fut quelque peu atténué, mais de quelle manière! Les réalités régionales furent détruites, une culture de type colonial fut littéralement imposée à un ensemble disparate de gens dont il s'agissait d'éveiller la conscience nationale. Oui, l'école républicaine fut historiquement l'école du nationalisme. Véritables missionnaires de la république, les instituteurs firent véritablement pénétrer le concept d'Etat-Nation dans l'inconscient collectif des provinces. Bien entendu, le caractère de classe de cette opération est un aspect du problème que les « républicains » bon teint affectent pudiquement d'ignorer. Pourtant, aujourd'hui encore, la culture qui continue d'être dispensée par l'école laïque est celle de la classe dominante : la bourgeoisie en ce qui nous concerne. C'est là toute l'explication du fait que les enfants de la majorité, qui sont également la majorité des enfants, ont toutes les peines du monde à assimiler une culture qui, loin d'être neutre ou au-dessus de la mêlée, est celle de la classe qui les opprime. Quand on a des parents qui perdent leur vie à essayer de la gagner en suant de la plus-value toute la sainte journée, on est relativement mal préparé à discuter sur la tragédie antique. Mieux, on arrive à culpabiliser la difficulté éprouvée pour assimiler cette culture qui nous est



socialement étrangère. Finalement, on se persuade très vite qu'il est on ne peut plus « naturel » de viser des bouillons toute la journée dès lors que l'on présente une inaptitude évidente à parler comme Voltaire. Oui, la fonction véritable de l'école de l'Etat républicain bourgeois crève les yeux. Côté façade, on applaudit la masse en lui faisant miroiter la démocratisation de l'accès au savoir. Côté cour, on lui fait intérioriser l'idéologie dominante, on lui fait culpabiliser son incapacité à intégrer des valeurs culturelles qui ne sont pas les siennes. Au bout du compte, l'institution-école en arrive à castrer radicalement non seulement toute velléité mais encore toute potentialité de révolte. Une castration tout en finesse bien entendu. Mettre des barreaux dans la tête des gens n'est-il pas mille fois plus efficace que de mettre la tête des gens derrière des barreaux.

Crise de l'école ou école de la crise ?

Tant que certains rejettent des classes moyennes et plus rarement des classes populaires arrivait à force de renoncement à leur spécificité culturelle à grimper les barreaux de l'échelle sociale avec les dents, au terme d'une scolarité toute en sélections, l'illusion démocratique suscitée par l'école était parfaite. Sa fonction véritable - faire intérioriser l'idéologie dominante - se trouvait masquée par l'ombre gigantesque de la carotte promotion sociale. Aujourd'hui, la carotte est mangée aux vers. L'économie capitaliste en crise s'avère incapable d'intégrer le nombre malgré tout croissant en valeur réelle des adolescents sortant des lycées et facultés. Le chômage n'épargne plus les diplômés et l'Etat, conscient du danger de la chose, commence à refermer lente-

ment les portes de l'accès au savoir du plus grand nombre. Le charme discret de promotion sociale qui émanait de l'école s'estompe peu à peu. Et ce n'est pas la pseudo-revalorisation du travail manuel et de l'apprentissage qui reconforte un Français moyen conditionné depuis des lustres à valoriser l'intellectuel par rapport au manuel. La désillusion devant l'effondrement du mythe démocratique de l'école est trop grande. Elle se trouve d'ailleurs accentuée par le fait que la famille s'est progressivement déchargée sur l'école de sa mission éducatrice traditionnelle. A l'heure où l'on ne cesse de lui demander davantage, l'école se trouve moins que jamais apte à répondre à la demande. Le chômage et la déqualification sanctionnant désormais un séjour de plus en plus bref dans le circuit scolaire. La réalité implacable qui se cachait derrière l'illusion démocratique de l'école de l'Etat républicain bourgeois apparaît au grand jour. L'illusion s'estompe, le mythe ne s'écroule pas pour autant.

Nombreux sont en effet ceux qui croient encore qu'il suffit de remplacer le profit capitaliste par le socialisme à visage humain pour rendre à l'Etat et à ses institutions la plénitude de leur dimension démocratique. Pour eux, la crise actuelle de l'école se résume à l'école de la crise. L'introduction de l'étude obligatoire du marxisme-léninisme dans l'école d'un Etat soi-disant ouvrier, dégénéré ou non, présente à leurs yeux une alternative « globalement » positive. C'est bien connu, l'armée populaire, le nucléaire de gauche et les matraques de flics syndicaux résolvant, par le miracle d'une dialectique à la petite semaine, les problèmes de fond que sont la militarisation, la pollution nucléaire et les bavures

policières! Si ce n'était pas aussi lamentable, on serait tenté d'en rire!

Institution de l'Etat, l'école doit disparaître avec lui

Ce qui doit en effet bien ressortir de toute analyse de l'école, ce n'est pas tant la couleur de l'idéologie dominante qu'elle véhicule que le fait qu'elle véhicule obligatoirement une idéologie dominante. Ouvrons les yeux! L'école de l'Etat-Nation embrasse un territoire formé de spécificités régionales diverses ; sous le prétexte d'ouvrir à tous les portes de l'accès au savoir, elle gomme littéralement toutes les différences culturelles et sociales existantes en imposant un code culturel unique et soi-disant au-dessus de cette mêlée confuse d'intérêts contradictoires. Et comme ce mode culturel est tout sauf neutre, l'école en arrive inévitablement à enregistrer des différences pour les reproduire sous forme d'inégalités. C'est cela la nature profonde de l'école et de l'Etat, de l'école de tous les Etats. La conclusion de tout cela est évidente. Pour extirper à jamais la logique totalitaire de l'actuelle institution-école, il faut arracher cette dernière à sa matrice étatique, il faut détruire l'Etat. Une fois cette opération réalisée, alors, mais alors seulement, l'existence d'une école authentiquement démocratique (accessible à tous) et non totalitaire (n'imposant pas un code culturel donné) pourra être envisagée sérieusement. Chaque collectivité locale et régionale dispensant son propre code culturel, l'éducation nationale et pourquoi pas internationale aura le visage d'une institution uniquement préoccupée de fédérer la diversité de ces réalités spécifiques. Ce sera une institution vivante, collant à la réalité et d'autant plus efficace que l'unité fédéraliste qu'elle personnifiera reposera sur l'association dans l'interdépendance ; une institution merveilleusement démocratique car développant une conception basée sur le respect des différences ; une institution irrémédiablement vaccinée contre la vérole bureaucratique car les pouvoirs de coordination dont elle disposera lui seront conférés par ses éléments constitutifs, par la base.

On pourrait dissenter longtemps encore sur la manière dont on organisera la transmission du savoir dans la société post-révolutionnaire (contenu du savoir transmis, rapports enseignants-enseignés, ouverture de cette institution sur la vie économique et sociale...) ; étudier les rapports entre l'enseignement et l'éducation libertaire (rapports de l'enfant à l'adulte, de l'enfant à la société...), replacer ces différents problèmes dans le contexte global d'une société libertaire fédéraliste, s'interroger sur la stratégie à adopter pour le présent (création de lieux éducatifs alternatifs, minier l'institution existante... Tel ne sera pas mon propos dans le cadre étroit de cet article (un dossier spécial du *Monde Libertaire* consacré à l'éducation libertaire traitera de tous ces problèmes).

Pour l'heure, il s'agit essentiellement de comprendre que l'école est une institution de l'Etat et que toute revendication ne visant pas à la faire éclater aboutit nécessairement à renforcer l'Etat et la classe sociale qui l'utilise pour nous exploiter et nous opprimer. Pour nous qui souhaitons abréger notre soit de vie à la source de la liberté et de l'émancipation, la seule bonne école de l'Etat sera celle où les murs gris de ce lieu figent l'enfant dans le temps et l'espace retentiront de nos chants insurrectionnels.

Jean-Marc RAYNAUD

-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... soi